



REGROUPEMENT DES  
CUISINES COLLECTIVES  
DU QUÉBEC

# Rapport d'activités



# 2011-2012

# Rapport d'activités 2011-2012



# Table des matières

<b>Mot de la présidente</b> .....	<b>3</b>
<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)</b> .....	<b>5</b>
Les ingrédients qui nous unissent .....	5
Notre Base d'unité politique (BUP) .....	5
Notre vision... l'autonomie alimentaire .....	5
Conseil d'administration.....	6
Équipe de travail .....	6
Comités permanents : « Travailler ensemble » .....	7
Comités consultatifs .....	11
Un gros merci aux bénévoles!.....	11
Portrait de famille.....	12
<b>Développement du mouvement des cuisines collectives</b> .....	<b>13</b>
Objectifs .....	13
Assemblée générale annuelle 2011 .....	13
Comité assemblée générale annuelle (AGA) et rencontre provinciale .....	13
Comité adhésion .....	13
Présence auprès des membres et de la population.....	14
Appui et soutien aux membres et aux non-membres .....	14
Table des régions.....	14
Développement de la concertation des cuisines collectives dans les régions du Québec .....	14
Programme de formation.....	16
Réflexion collective : les cuisines collectives comme acteur social.....	17
Relations interculturelles .....	17
Développement des cuisines collectives au Canada et chez les Premières nations.....	17
Développement des cuisines collectives dans le monde .....	18
<b>Constats</b> .....	<b>18</b>
<b>Perspectives d'avenir</b> .....	<b>19</b>
<b>Reconnaissance du rôle alternatif des cuisines collectives</b> .....	<b>20</b>
Objectifs .....	20
Développement de l'autonomie alimentaire et sensibilisation.....	20
Reconnaissance et financement des cuisines collectives.....	21
Visibilité du RCCQ et promotion des cuisines collectives .....	22
Communication avec les membres.....	23
<b>Constats</b> .....	<b>25</b>
<b>Perspectives d'avenir</b> .....	<b>25</b>
<b>Gestion et vie internes du RCCQ</b> .....	<b>26</b>
Objectifs .....	26
Comité embauche et suivi .....	26
Comité ressources humaines .....	26
Vie interne .....	27
<b>Constats</b> .....	<b>27</b>
<b>Perspectives d'avenir</b> .....	<b>27</b>
<b>Concertation et représentation</b> .....	<b>28</b>
Objectifs .....	28
Appui aux mouvements sociaux .....	28
Autres actions et luttes sociales .....	29
Autres représentations .....	29
<b>Constats</b> .....	<b>30</b>
<b>Perspectives d'avenir</b> .....	<b>30</b>
<b>Remerciements</b> .....	<b>31</b>
<b>Couverture médiatique provinciale</b> .....	<b>32</b>
<b>Conclusion</b> .....	<b>33</b>
<b>États financiers 2011-2012</b> .....	<b>35</b>

# Mot de la présidente

« Le mouvement des cuisines collectives : toutes nos forces réunies pour nous projeter plus loin », tel était le thème du Plan d'action du RCCQ en 2011-2012.

Ce thème a inspiré tout autant les actions collectives menées avec les membres, au sein des comités et lors de la Journée nationale des cuisines collectives (JNCC) que le travail réalisé par le conseil d'administration et l'équipe de travail du RCCQ.

Pour progresser et nous affirmer en tant que mouvement, la participation démocratique à la mise en œuvre des priorités adoptées en assemblée générale est essentielle. Cette année encore, les membres du RCCQ se sont impliqués activement dans les différents comités, notamment le comité de lutte pour le financement des cuisines collectives (CLFCC), le comité adhésion (qui a pris la relève du groupe de travail sur le *membership*), la Table des régions (qui a succédé au groupe de travail régions) et le nouveau comité formation, dont les travaux ont été riches en échanges et en remue-méninges. Des propositions mobilisatrices en découlent, qui vous seront proposées à l'occasion de l'assemblée générale annuelle.

Durant l'année écoulée, le RCCQ a approfondi la notion de « droit à l'alimentation » en lien avec la vision de l'autonomie alimentaire mise de l'avant au sein du mouvement des cuisines collectives. Amorcé avec le mémoire produit concernant le *livre vert pour une politique bioalimentaire* du gouvernement du Québec, ce travail a été élargi à l'ensemble des membres à

l'occasion de la JNCC célébrée dans les différentes régions sur le thème « Manger, un droit! On cuisine, on fête, on lutte ENSEMBLE ».

Dans le sillage des décisions prises l'an dernier en assemblée générale, notamment les amendements apportés aux règlements généraux, le RCCQ a aussi entamé une réflexion importante sur les conditions à réunir pour consolider la démocratie du mouvement. En effet, la clarification des catégories de membres et le principe de création d'une Table des régions sont maintenant choses faites. Cependant, la diversification et l'expansion du *membership* du RCCQ posent des défis importants. Avec la reconnaissance de l'ensemble des cuisines collectives et des organisations en tant que membres à part entière, les structures de participation sont à repenser. La réflexion devra se poursuivre, en lien avec la mise sur pied et le développement de réseaux régionaux de cuisines collectives.

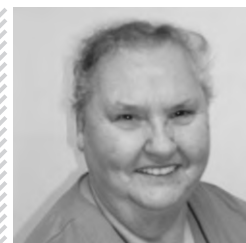
L'amorce en 2011 d'une démarche de bilan organisationnel et de planification stratégique constitue à cet égard une étape importante. Un sondage a été réalisé auprès de l'ensemble des membres. Cela devrait nous donner des indications précieuses sur les améliorations à apporter à l'organisation du RCCQ, les services à offrir et la réponse à donner aux demandes des membres et de la population. Nous devons aussi tenir compte des ressources disponibles et des nouvelles voies de financement à explorer.

C'est par la poursuite d'une réflexion stratégique et d'une mobilisation grandissante à tous les niveaux de sa structure que le RCCQ pourra appuyer ses membres dans l'obtention d'une reconnaissance accrue et d'un financement adéquat, selon une vision de plus en plus partagée de l'autonomie alimentaire.

Nous pouvons nous réjouir ensemble de la vitalité de notre mouvement, qui continue d'affirmer son dynamisme et sa capacité de renouvellement. C'est grâce à la participation des personnes impliquées dans les différents comités et dans les célébrations entourant la JNCC, avec l'appui toujours indéfectible de l'équipe de travail, que le RCCQ et ses membres peuvent se « projeter plus loin », année après année.

Au nom du conseil d'administration, je tiens à remercier toutes les personnes qui se sont impliquées cette année dans les activités proposées par le RCCQ.

Et maintenant, pour en savoir davantage sur les activités réalisées en 2011-2012, je vous souhaite une bonne lecture de VOTRE rapport d'activités!



**Nicole  
Ducharme**

# Introduction

Cette année encore, partout sur la planète, le coût de la vie, et en particulier le prix des aliments de base, a continué d'augmenter, et ce, de façon constante, en particulier le prix des aliments de base. Au Québec, le pouvoir d'achat de la majorité de la population diminue, et l'endettement s'alourdit. Ce qui en découle? Les demandes d'aide aux banques alimentaires s'accroissent, de même que le recours au dépannage. Les travailleuses et les travailleurs pauvres font de plus en plus appel aux cuisines collectives. De trop nombreuses personnes subissent les conséquences de cette situation difficile, à commencer par les participantes des cuisines collectives. Nous le savons, ce sont les plus pauvres et les personnes seules qui en font davantage les frais.

Sur la scène politique fédérale comme à l'échelon provincial, nos gouvernements semblent de moins en moins se soucier de redistribuer la richesse. On peut constater des reculs inquiétants sur le plan démocratique. Accusations de corruption, réduction de la contribution des entreprises à la richesse collective, accroissement de la tarification des services pour les personnes : tout cela constitue une invitation à renforcer la solidarité sociale. Solidarité, d'abord, de l'ensemble du mouvement communautaire dont fait partie le mouvement des cuisines collectives. Solidarité aussi avec les autres mouvements sociaux mettant de l'avant le bien commun, à la recherche d'une plus grande justice sociale.

C'est dans ce contexte que, en concertation avec ses alliés, le RCCQ s'est efforcé de faire entendre la voix des cuisines collectives sur les enjeux qui les concernent tout particulièrement. Il a poursuivi ses travaux pour un plus grand rayonnement de l'autonomie alimentaire et la reconnaissance de la spécificité des cuisines collectives, en appui à leur concertation à l'échelon régional, et ce, en mettant un accent privilégié sur l'élaboration et le développement d'outils d'information et d'éducation populaire au bénéfice des membres.

Le présent Rapport d'activités vient rendre compte des actions menées en cours d'année selon les priorités suivantes, adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 8 juin 2011 :

- Poursuivre le renforcement de la cohésion du mouvement des cuisines collectives en développant une dynamique interne qui favorise la participation de toutes et de tous, un sentiment d'appartenance et l'implication des membres du RCCQ.
- Élaborer et mettre en œuvre une démarche de reconnaissance du rôle alternatif des cuisines collectives et développer la mobilisation locale, régionale et nationale avec les divers partenaires en lien avec l'autonomie alimentaire.
- Réaliser un processus de bilan organisationnel et de planification des activités du RCCQ en interaction avec les démarches des groupes de travail

et des comités du regroupement, selon une vision d'ensemble et avec la perspective de se projeter vers les célébrations du 25<sup>e</sup> anniversaire du RCCQ.

Dans la mise en œuvre de son Plan d'action annuel, le RCCQ favorise l'appropriation et l'application par les membres et les personnes participantes des valeurs au cœur de la Base d'unité politique. Dans cet esprit, il vise le renforcement du pouvoir d'agir des organisations, des groupes et des individus, en véhiculant un idéal de démocratie dans l'ensemble du mouvement des cuisines collectives.

L'équipe de travail remercie les membres du conseil d'administration pour la confiance et le soutien manifestés tout au long de l'année et salue leur implication dans la réalisation du Plan d'action du RCCQ.

Marie Leclerc  
Coordonnatrice générale

# Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)

Né en 1990, le RCCQ est un organisme sans but lucratif qui vise l'émergence et la consolidation des cuisines collectives au Québec.

## Les ingrédients qui nous unissent

### Notre Base d'unité politique (BUP)

Notre BUP est le guide qui assure force et énergie à notre mouvement. À travers elle, nous affirmons notre volonté de contribuer à l'avènement d'un monde juste et équitable.

Les valeurs de notre BUP sont la solidarité, la démocratie, l'équité et la justice sociale, l'autonomie et la prise en charge, le respect de la personne et la dignité. Ces principes font des cuisines collectives une recette gagnante, tout comme l'implication volontaire des participantes et des participants.

### Notre vision... l'autonomie alimentaire

Le RCCQ défend la vision de l'autonomie alimentaire. Les cuisines collectives s'inscrivent dans cette démarche collective que nous définissons comme suit :

L'autonomie alimentaire donne l'accès en tout temps et à long terme à une quantité quotidienne suffisante de nourriture, à un coût raisonnable.

Elle donne le pouvoir de choisir, en toute dignité et en ayant accès à une information claire et fiable, une alimentation saine, variée et salubre.

Elle s'acquiert par l'action collective et solidaire de se prendre en charge individuellement et collectivement, pour le mieux-être d'une communauté, dans un esprit de développement durable.

Elle favorise le respect de l'environnement, le commerce équitable, la consommation responsable et vise un équilibre durable entre la satisfaction de besoins présents et ceux des générations futures.

---

## Conseil d'administration



Nicole Ducharme, présidente  
Avec des Elles, groupe 2,  
Lanaudière



Lise Bilodeau, vice-présidente  
La gang,  
Abitibi-Témiscamingue



Thérèse Mazerolle, trésorière  
Cuisines collectives du Centre  
Regain de vie, Laurentides



Gloria Fernandez, secrétaire  
Cuisine et vie collectives Saint-Roch,  
Montréal



Virginie Deroubaix,  
administratrice  
Les beaux samedis, Montréal



Isabelle Forcier,  
personne-ressource  
Les Tabliers en folie,  
Estrie



Michou Lambert, administratrice  
Cuisines collectives Beauport,  
Capitale-Nationale



Alain Tremblay, administrateur  
Groupe Sainte-Thérèse,  
Saguenay

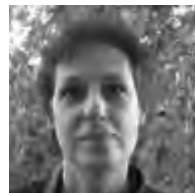
## Équipe de travail



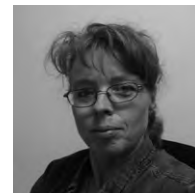
Oumou Diallo,  
agente de bureau



Marilou Grégoire-Blais,  
coordonnatrice du développement  
et de la mobilisation des régions  
(depuis janvier 2012)



Marie Leclerc,  
coordonnatrice générale



Isabelle Phaneuf,  
coordonnatrice de la vie  
associative



Alette Poirier,  
coordonnatrice de la gestion  
financière et des ressources  
humaines



Diane Roberge,  
coordonnatrice du programme de  
formation



Michèle Roy,  
agente de développement et de  
communication (jusqu'en octobre  
2011)

## **Comités permanents : «Travailler ensemble»**

Dans la réalisation de son Plan d'action, le RCCQ a tout particulièrement à cœur de faire régner un esprit de travail coopératif s'inspirant de l'idéal de démocratie qui a mené à la mise en place de la cogestion au RCCQ. Si la démocratie participative représente un défi constant, les réflexions partagées et les travaux effectués s'avèrent d'une grande richesse. C'est ainsi que, au bout de quelque quatre ans d'expérimentation d'un fonctionnement collaboratif, le RCCQ est fier d'avoir réuni une équipe stable impliquée dans l'ensemble des activités et d'avoir réussi à associer étroitement à la réalisation de son Plan d'action près de 30 membres de 13 régions du Québec.

Cette année, pour les divers mandats requis par l'exécution de ce Plan d'action, les membres du conseil d'administration ont constitué neuf comités de travail au statut permanent : le comité assemblée générale annuelle (AGA); le comité adhésion; le comité embauche et suivi; le comité de lutte pour le financement des cuisines collectives (CLFCC); le comité

ressources humaines; le comité formation; le comité négociation raisonnée; le conseil d'administration élargi; et la Table des régions. Comme on pourra le constater, ces comités ont reçu des mandats précis du conseil d'administration. Le RCCQ s'appuie sur la troisième partie de la Loi des compagnies pour clarifier le rôle de chacun : « Le rôle des comités doit se limiter à renseigner le conseil d'administration ou à l'aider dans son travail et, en toutes circonstances, à exécuter ses instructions. »

Deux comités consultatifs composés de membres du RCCQ ont aussi mené des travaux en 2011-2012 : le comité Journée nationale des cuisines collectives et le comité sur la politique alimentaire.

Vous trouverez ci-après une description du mandat et de la composition de chacun des comités permanents et des comités consultatifs ainsi qu'un aperçu des travaux réalisés.

## **Comité assemblée générale annuelle et rencontre provinciale**

Le comité assemblée générale annuelle (AGA) et rencontre provinciale a pour mandat de voir à l'orientation, au thème et à l'organisation de l'assemblée générale annuelle et de la rencontre provinciale.

Il est composé d'au moins deux membres du RCCQ, d'un membre du conseil d'administration et des membres de l'équipe de travail, le cas échéant. Il peut aussi faire appel à des personnes-ressources, au besoin. Le comité se réunit au moins une fois par mois. À partir de septembre, il évalue le nombre utile de rencontres selon le contenu et le travail à effectuer.

➤ Six rencontres.

Nicole Ducharme,  
membre du conseil d'administration  
Marie Leclerc,  
coordonnatrice générale  
Thérèse Mazerolle, Laurentides  
Isabelle Phaneuf,  
coordonnatrice de la vie associative



### **Comité adhésion**

Son mandat est de recommander au conseil d'administration l'acceptation des nouveaux membres du RCCQ et les modalités d'adhésion et de participation de membres. Il conçoit et met à jour les mécanismes et outils d'adhésion des membres.

Il est composé d'un membre par catégorie de membres réguliers du RCCQ et d'un membre du conseil d'administration. Il peut faire appel à des personnes-ressources, au besoin.

➤ Quatre rencontres dont une réunion téléphonique.

Lise Bilodeau, membre du conseil d'administration  
Mathieu Boily, Maison d'Aurore, membre affilié  
Johanne Lavallée, Cuisines collectives Bouchée Double Memphrémagog, membre régulier - organisation  
Marie Leclerc, coordonnatrice générale  
Danielle Pelchat, Les Abeilles, membre régulier – groupe de cuisine collective  
Isabelle Phaneuf, coordonnatrice de la vie associative

### **Comité de lutte pour le financement des cuisines collectives**

Le comité de lutte pour le financement des cuisines collectives a pour mandat de développer une connaissance de la diversité des programmes et des voies de financement des cuisines collectives; de poursuivre la démarche de reconnaissance du mouvement des cuisines collectives en recommandant au conseil d'administration des actions en vue d'obtenir un financement adéquat pour tous les membres réguliers du RCCQ; et de recommander au conseil d'administration la composition du comité négociation pour le financement.

Ce comité est composé de cinq à sept membres du RCCQ, dont au moins un membre du conseil d'administration. La présidente y siège d'office.

➤ Six rencontres.

Lise Bilodeau, conseil d'administration  
Suzanne Duchaine, Cuisines collectives des Bois-Francis, Centre-du-Québec  
Gloria Fernandez, Cuisine et vie collectives Saint-Roch, Montréal  
Vincent Frenette, La Chaudronnée des cuisines collectives, Chaudière-Appalaches  
Kristine Laflamme, Maison Pause-Parent, Laurentides  
Martine Proulx, Le Petit chaudron du Quartier, Relais du quartier Saint-Vincent-de-Paul, Laval  
Marie Leclerc, coordonnatrice générale

### **Comité négociation raisonnée**

Son mandat est de travailler à l'amélioration des conditions de travail des employés du RCCQ dans l'intérêt des deux parties.

Sur une base paritaire, il est composé de deux membres mandatés par le conseil d'administration et représentant l'employeur et de deux membres mandatés par l'équipe de travail et représentant les employés. Il peut faire appel à des personnes-ressources, au besoin.

➤ Deux rencontres.

Nicole Ducharme, représentante de l'employeur  
Thérèse Mazerolle, représentante de l'employeur  
Isabelle Phaneuf, représentante des employés  
Diane Roberge, représentante des employés

### Comité embauche et suivi

Le comité embauche et suivi a pour mandat de faire des recommandations au conseil d'administration concernant l'embauche, la mise à pied et le congédiement du personnel et d'en effectuer le suivi. Il effectue l'évaluation annuelle et le suivi des employées.

Ce comité est composé de deux membres du conseil d'administration et, au besoin, d'une personne-ressource. La coordonnatrice générale y siège d'office.

➤ Six rencontres.

Nicole Ducharme, membre du conseil d'administration  
Thérèse Mazerolle, membre du conseil d'administration  
Marie Leclerc, coordonnatrice générale

### Comité ressources humaines

Le comité ressources humaines a pour mandat de développer la politique des conditions de travail du personnel et d'en recommander l'adoption au conseil d'administration, d'appliquer cette politique et de voir à son respect. Il met en place des conditions favorables à l'intégration, au perfectionnement et à la formation du personnel salarié, des membres du conseil d'administration et des bénévoles.

Ce comité est composé de deux membres du conseil d'administration, de deux membres de l'équipe de travail et, au besoin, d'une personne-ressource.

➤ Six rencontres.

Nicole Ducharme, membre du conseil d'administration  
Thérèse Mazerolle, membre du conseil d'administration  
Marie Leclerc, coordonnatrice générale  
Alette Poinier, coordonnatrice de la gestion financière et des ressources humaines

### Comité formation

Ce comité a reçu le mandat de voir à la consolidation et au développement du programme de formation au RCCQ, d'assurer le développement de ses différents volets, d'établir un processus d'évaluation continue des formations et de systématiser la formation des formatrices-animatrices.

Ce comité est composé d'un membre du conseil d'administration, d'un membre de l'équipe de travail, d'un membre du RCCQ, et, au besoin, d'une personne-ressource.

➤ Quatre rencontres.

Chantale Descheneaux, représentante du réseau des formatrices-animatrices  
Nicole Ducharme, membre du conseil d'administration  
Alain Dunberry, professeur, département d'éducation et de formations spécialisées, UQAM  
Marie Leclerc, coordonnatrice générale  
Diane Roberge, coordonnatrice du programme de formation

### Conseil d'administration élargi

Le conseil d'administration élargi a pour mandat de voir à l'harmonisation et à la cohérence des travaux des différents comités et groupes de travail pour la réalisation du Plan d'action selon une vision d'ensemble.

Le conseil élargi est composé de l'ensemble des membres du conseil d'administration, de deux membres du groupe de travail des régions, de deux membres du groupe de travail *membership*, de deux membres du comité de lutte pour le financement des cuisines collectives et de l'équipe de travail.

➤ Une rencontre.

### Table des régions

Le mandat de la Table des régions est de :

- Assurer les liens entre le RCCQ et les régions et vice versa;
- Présenter des recommandations sur les enjeux régionaux au conseil d'administration;
- Favoriser l'organisation collective des cuisines collectives dans les régions;
- Connaître leurs besoins et les faire connaître aux autres régions;
- Constituer un lieu de rencontre et d'échange pour développer un argumentaire pour plus de solidarité afin de trouver des stratégies communes pour la mobilisation à l'échelon local, régional et national;

- Développer le sentiment d'appartenance au mouvement des cuisines collectives.

La Table des régions est composée d'un minimum de neuf régions pour un quorum de sept régions représentées, d'un membre du conseil d'administration qui a un rôle de liaison auprès de la Table et non celui de représenter une région, de la coordonnatrice du programme de formation et de la coordonnatrice du développement et de la mobilisation des régions.

➤ Une rencontre.

#### Représentation de dix régions à la Table des régions

Lise Bilodeau, membre du conseil d'administration  
Josée Di Tomasso, Laurentides  
Isabelle Forcier, Estrie  
Vincent Frenette, Chaudière-Appalaches  
Marilou Grégoire-Blais, coordonnatrice du développement et de la mobilisation des régions  
Michou Lambert, Capitale-Nationale  
Marie Leclerc, coordonnatrice générale  
Josée Poirier Defoy, Outaouais  
Diane Roberge, coordonnatrice du programme de formation  
Brigitte Rosa, Nord-du-Québec  
Fabienne Rouston, Laval  
Sylvie Sarrazin, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine  
Alain Tremblay, Saguenay-Lac-Saint-Jean

### Conseil d'administration élargi

Lise Bilodeau, membre du conseil d'administration

Josée Di Tomasso, représentante du groupe de travail des régions

Nicole Ducharme, membre du conseil d'administration

Gloria Fernandez, membre du conseil d'administration

Kristine Laflamme, membre du comité de lutte pour le financement des cuisines collectives

Michou Lambert, membre du conseil d'administration

Johanne Lavallée, représentante du groupe de travail membership

Marie Leclerc, coordonnatrice générale

Thérèse Mazerolle, membre du conseil d'administration

Danielle Pelchat, représentante du groupe de travail membership

Isabelle Phaneuf, coordonnatrice de la vie associative

Diane Roberge, coordonnatrice du programme de formation

Michèle Roy, agente de développement et de communication

Louis Séguin, membre du conseil d'administration

Alain Tremblay, membre du conseil d'administration

## Comités consultatifs

### Comité d'encadrement du bilan organisationnel

Le comité d'encadrement du bilan organisationnel a pour mandat de fournir un encadrement aux travaux de bilan organisationnel et de planification stratégique dans un esprit de démocratie.

Il est composé d'un membre du conseil d'administration, d'un membre du RCCQ, de la coordonnatrice générale et de la coordonnatrice de la gestion financière et des ressources humaines. La présidente y siège d'office.

➤ Six rencontres.

Virgine Deroubaix,  
membre du conseil d'administration  
Marie Leclerc,  
coordonnatrice générale  
Alette Poirier, coordonnatrice  
de la gestion financière et des res-  
sources humaines

### Comité Journée nationale des cuisines collectives

Le comité Journée nationale des cuisines collectives (JNCC) a pour mandat d'apporter du soutien au RCCQ pour l'élaboration du thème de la Journée nationale des cuisines collectives ainsi que des idées d'activités et d'outils à produire pour les événements en lien avec le plan d'action et les priorités du RCCQ.

Ce comité est composé de membres du RCCQ sur une base volontaire.

➤ Une rencontre.

Xavier Luis, Bouffe-action  
Rosemont, Montréal  
Alexandra Pohoney, Entre-Parents  
de Montréal-Nord, Montréal  
Marie Leclerc, coordonnatrice  
générale  
Isabelle Phaneuf, coordonnatrice  
de la vie associative  
Diane Roberge, coordonnatrice du  
programme de formation

### Comité sur la politique alimentaire

Le comité sur la politique alimentaire avait pour mandat d'alimenter les positions du RCCQ dans le domaine agroalimentaire et de fournir des commentaires sur le projet de mémoire relatif au livre vert.

Ce comité est composé d'un membre du conseil d'administration, d'un ou deux membres de l'équipe de travail, de la coordonnatrice générale et de personnes-ressources, selon le besoin.

➤ Deux rencontres.

Nicole Ducharme, conseil  
d'administration  
Germaine Chevrier,  
personne-ressource  
Marie Leclerc, coordonnatrice  
générale  
Diane Roberge, coordonnatrice du  
programme de formation  
Michèle Roy, agente de  
développement et de communication  
(jusqu'en septembre 2011)

### Un gros merci aux bénévoles!

Nous tenons à remercier tous les bénévoles qui ont donné du temps au RCCQ. Près de 3 051 heures de bénévolat ont été cumulées au cours de l'année.

## Portrait de famille

À la fin de l'année 2011-2012, le RCCQ comptait 337 membres, ce qui constitue une baisse de 14% par rapport à l'année précédente. Durant cette année de transition et de réorganisation du *membership*, le nombre de membres réguliers-groupes de cuisine collective est passé de 255 à 205. La reclassification donnera un portrait plus fidèle en 2012-2013.

**Tableau comparatif des membres depuis 2007**

	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
<b>Réguliers – Groupes</b>	263	289	271	255	205
<b>Réguliers – Organisations</b>	41	46	46	40	40
<b>Affiliés</b>	83	91	82	85	79
<b>Honoraires</b>	13	13	13	13	13
<b>TOTAL :</b>	<b>400</b>	<b>439</b>	<b>412</b>	<b>393</b>	<b>337</b>

**Tableau de répartition des membres par régions**

Régions	Réguliers – Groupes	Réguliers – Organisations	Affiliés	Honoraires	Total
Abitibi-Témiscamingue	11	0	3	0	14
Bas-Saint-Laurent	18	7	1	0	26
Capitale-Nationale	6	2	3	1	12
Centre-du-Québec	15	2	2	0	19
Chaudière-Appalaches	8	1	3	0	12
Côte-Nord	4	0	0	0	4
Estrie	23	8	0	0	31
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8	1	9	0	18
Lanaudière	9	2	3	0	14
Laurentides	18	1	8	0	27
Laval	1	0	4	0	5
Mauricie	11	1	3	1	16
Montérégie	15	7	12	1	35
Montréal	31	6	16	10	63
Nord-du-Québec	7	0	2	0	9
Outaouais	6	2	3	0	11
Saguenay-Lac-Saint-Jean	14	0	7	0	21
	<b>205</b>	<b>40</b>	<b>79</b>	<b>13</b>	<b>337</b>

# Développement du mouvement des cuisines collectives

## Objectifs

- *Membership*: Redéfinir la structure du *membership* dans une optique d'équité et de simplification et dans le respect de la base d'unité politique.
- Place des participantes et des participants: Fournir un accès clair et facile à toute l'information pour simplifier la prise de décisions afin d'aider le mouvement à s'accomplir davantage dans l'avenir et à soutenir les responsables de cuisines collectives dans ces démarches.
- Création d'une Table des régions et soutien aux groupes: Mobiliser les membres et favoriser les occasions d'échange entre les régions pour renforcer les cuisines collectives dans tout le Québec.
- Régions: Avoir une structure par région adaptée aux besoins et aux particularités de chacune des régions et faciliter la communication en favorisant les échanges et l'entraide par des outils de communication appropriés.

## Assemblée générale annuelle 2011

L'assemblée générale s'est tenue au Campus Notre-Dame-de-Foy à Saint-Augustin-de-Desmaures dans la région de la Capitale-Nationale, le 8 juin 2011, à la suite de la rencontre provinciale.

Étaient présents :

- 55 délégués parmi les membres réguliers avec droit de vote;
- 108 personnes au cours des trois jours.

En tout, 50 personnes ont répondu à l'évaluation, soit 46% des personnes présentes. Parmi les personnes répondantes, 89% se sont senties impliquées dans la recherche et la détermination de moyens à mettre en place pour faire progresser la démocratie.

*« On a toujours le droit de parole, j'ai senti mon appartenance au sein du RCCQ et j'ai eu l'occasion de parler pour que les membres aient plus de pouvoir sur leur vie. »*

## Comité assemblée générale annuelle (AGA) et rencontre provinciale

Le comité AGA facilite la participation des membres sur le plan logistique lors de la rencontre provinciale et de l'assemblée générale annuelle afin que les membres présents puissent s'approprier les différents dossiers et prendre des décisions éclairées.

Sous le thème Démocratie au service du bien commun, l'AGA a permis aux personnes participantes :

- d'adopter une vision partagée de nos buts communs;

- de donner leur avis sur la proposition du *membership* dans le respect des valeurs de la Base d'unité politique;
- de s'approprier l'analyse des résultats du sondage sur le financement des cuisines collectives et de contribuer à la réflexion sur la stratégie du RCCQ et de ses membres;
- de participer à la réflexion sur le développement de l'organisation régionale des cuisines collectives par la création d'une Table des régions dans une perspective de solidarité.

## Comité adhésion

Partant des décisions prises à l'AGA 2011, le plan d'action 2011-2012 du RCCQ avait pour priorité, entre autres, de mettre en application la clarification du *membership* dans les rapports avec les membres. Pour ce faire, le conseil d'administration s'est donné comme moyen la création et la mise en place d'un comité permanent, soit le comité adhésion.

## Reclassification

Les amendements aux règlements généraux ont amené un important travail de reclassification des membres selon les catégories revues et précisées. Cette reclassification a été réalisée au cours de l'automne 2011 par le comité adhésion. Le conseil d'administration a validé le processus et entériné les résultats de ces travaux. Une lettre personnalisée a été envoyée aux membres lors du

renouvellement d'adhésion 2012-2013, c'est-à-dire qu'une lettre avait été rédigée pour chaque catégorie de membre pour une meilleure compréhension de l'information donnée.

### **Cotisation et délégation**

Cet important travail de révision du *membership* a été accompagné d'un réexamen des cotisations versées par les membres. Comme celles-ci n'avaient pas été indexées depuis nombre d'années, le conseil d'administration du RCCQ a procédé à une révision du montant de la cotisation pour chaque catégorie de membre, et ce, par suite des recommandations du comité adhésion. Sur la base de la cueillette d'informations au sujet des cotisations et de la délégation qui avait été réalisée auprès d'autres regroupements provinciaux ayant un fonctionnement semblable à celui du RCCQ, le comité adhésion avait en main des modèles de comparaison qui ont appuyé ses recommandations pour un réajustement de la cotisation annuelle et de la délégation à l'AGA.

### **Présence auprès des membres et de la population**

L'équipe de travail du RCCQ a répondu en cours d'année au plus grand nombre possible de demandes, qui provenaient tant des membres du RCCQ que de la population en général. Il s'agissait de demandes de référence et d'information provenant de la population en général.

**Nombre de régions :** 17

**Demandes des membres du RCCQ :** 103

**Soutien en développement :** 179

**Soutien en consolidation :** 67

**Demandes hors Québec :** 8

**Demandes de soutien de**

**la population :** 20 rencontres et 49 appels téléphoniques et courriels

### **Appui et soutien aux membres et aux non-membres**

En 2011-2012, plus de 103 membres se sont tournés vers le RCCQ pour trouver des réponses à leurs questions et obtenir du soutien dans leurs démarches. Les questions étaient de divers ordres : problèmes économiques pour des organisations et pour leurs membres, relations interpersonnelles difficiles, organisation inadéquate du pouvoir dans un organisme, incompréhension des rôles de chacun dans l'organisation, difficultés de consolidation pour un organisme et recherche de différents moyens pour la résolution de problèmes. L'équipe de travail a amorcé une réflexion quant à la façon de mieux répondre à ces demandes.

### **Table des régions**

Malgré qu'elle n'ait pas pu se réunir aussi souvent que prévu en début d'année, la Table des régions a réussi à se doter d'un plan d'action et à préciser son mode de fonctionnement, se donnant trois objectifs à atteindre : bâtir un portrait à jour de l'organisation des cuisines collectives et de leurs rattachements à d'autres

organisations régionales, s'assurer de la vie démocratique de la Table et établir un plan d'action à plus longue échéance.

Un sous-comité a été formé pour la réalisation du premier objectif. Plusieurs échanges ont été nécessaires pour formuler et finaliser les questions à adresser aux membres en mars 2012. Pour y arriver, de nouvelles technologies de communication telles que Skype ont été utilisées.

Ces questions ont été incluses dans le sondage du bilan organisationnel en cours au RCCQ. En ce qui concerne les autres objectifs que s'était fixés la Table, cette dernière continue ses travaux afin de déterminer les actions qui en découlent.

### **Développement de la concertation des cuisines collectives dans les régions du Québec**

Avec la mise sur pied de la Table de régions, la présence du RCCQ en région revêt une autre signification. Les besoins exprimés par les membres sont pour le RCCQ non seulement l'occasion d'assurer un soutien, ils deviennent aussi une opportunité de réfléchir au rôle d'un réseau régional dans la solution des difficultés rencontrées, qu'elles soient d'ordre organisationnel ou conjoncturel. Les formatrices-animatrices ont aussi commencé à jouer un rôle à cet égard, par leur compréhension du vécu des cuisines collectives et le soutien qu'elles peuvent apporter au moyen de la formation, à l'échelle locale ou régionale.

La distance et les difficultés économiques représentent un défi organisationnel important. Les régions ont de multiples visages, tant urbains que ruraux. Dans certains cas, des réorganisations importantes sont en cours pour rejoindre la totalité du territoire. Les journées de réflexion sur le droit à l'alimentation tenues à l'occasion de la Journée nationale des cuisines collectives permettent de poser les jalons d'une concertation entre les organisations de cuisines collectives. Les sessions de formation deviennent aussi, selon cette approche, des moments de rencontres où tisser des liens qui pourront se maintenir par la suite.

On peut noter que l'implication des personnes représentantes des différentes régions à la Table des régions et sur les comités de travail du RCCQ favorise aussi la motivation à s'impliquer dans la mise sur pied de réseaux régionaux.

## Le Grand Montréal

### Laval

La journée de réflexion-formation organisée en 2011 sur le thème des relations interculturelles en collaboration avec les Cuisines collectives de Laval a fait des petits : des Actes ont été produits. Des personnes de ce réseau ont aussi partagé leur expérience et offert une formation animée lors de la rencontre provinciale du RCCQ. Au moins sept rencontres des Cuisines collectives ont eu lieu en cours d'année, le RCCQ a participé à cinq d'entre elles. Les Cuisines collectives de Laval ont aussi obtenu du financement pour le soutien à leur concertation.

### Montérégie

Devant la difficulté de maintenir sur pied un noyau de personnes impliquées en vue de la mise sur pied d'un réseau régional, le RCCQ a rencontré, une à une, cinq organisations afin de mieux les connaître. Les organisations locales sont éparpillées sur un vaste territoire et manifestent souvent un sentiment d'appartenance à une sous-région. Différentes personnes ont fait appel à notre expertise pour éclaircir le concept d'autonomie alimentaire.

### Montréal

Le RCCQ a participé à l'établissement et au développement de liens organisationnels entre les cuisines collectives du territoire en soutenant la structuration du Réseau des cuisines collectives de la région de Montréal. Ferme dans sa volonté de consolider les liens entre les cuisines collectives, le Réseau a tenu des rencontres larges à plusieurs reprises cette année, notamment au sujet de son incorporation éventuelle. Le RCCQ a assisté à trois de ces rencontres. Des membres de la région ont également contribué par un témoignage à la Journée de réflexion organisée par le RCCQ le 26 mars sur le droit à l'alimentation.

## Cartographie des organisations régionales

Régions	Concertations régionales existantes
01 - Bas-Saint-Laurent	Aucune
02 - Saguenay- Lac-Saint-Jean	Comité régional des cuisines collectives Région 02
03 - Capitale-Nationale	Aucune
04 - Mauricie	Aucune
05 - Estrie	Regroupement des cuisines collectives de l'Estrie (RCCE)
06 - Montréal	Réseau des cuisines collectives de Montréal
07 - Outaouais	Regroupement des cuisines collectives de Gatineau, en lien avec la Table de concertation sur la faim et le développement social de l'Outaouais (TCFDSO)
08 - Abitibi-Témiscamingue	Aucune
09 - Côte-Nord	Aucune
10 - Nord-du-Québec	Aucune
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Table de concertation en sécurité alimentaire de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
12 - Chaudière-Appalaches	Aucune
13 - Laval	Cuisines collectives de Laval, en lien avec le Comité d'action en sécurité alimentaire de Laval (CASAL)
14 - Lanaudière	Aucune
15 - Laurentides	Cuisinons entre nous
16 - Montérégie	Aucune
17 - Centre-du-Québec	Aucune



## Programme de formation

### Comité formation

S'appuyant sur des documents présentant l'ensemble des outils de formation existants au RCCQ et constatant l'ampleur du mandat qui lui a été confié, le comité s'est attardé à l'élaboration d'un plan d'action sur quelques années. Dans ses travaux, il s'efforce de tenir compte de l'ensemble des besoins en formation des membres du RCCQ et de définir la meilleure façon d'y répondre en tenant compte des ressources existantes, et ce, en vue de revoir au mieux le programme de formation et de le mettre à jour.

Afin de répondre aux objectifs de formation des membres du RCCQ, le comité a restructuré le programme en quatre volets : des formations sur le fonctionnement des groupes de cuisine collective (*Démarrage d'une cuisine collective*, *Animation d'une cuisine collective*, *Saine alimentation*, formation à la carte sur demande), de la formation consacrée à la mise en place du réseau des formatrices-animatrices, des réflexions collectives pour les personnes impliquées au sein des instances du RCCQ et, enfin, de l'accompagnement dans une perspective de développement du pouvoir d'agir (DPA) ou *empowerment*.

### Réseau des formatrices-animatrices du RCCQ

Voilà déjà quelques années que le RCCQ travaille à mettre sur pied un réseau de formatrices-animatrices. Celui-ci est actuellement concentré dans six régions du Québec. Quatre régions ont pu profiter cette année des services de ces personnes-ressources. Au cours de cette année, le RCCQ s'est efforcé d'accroître l'apport des formatrices-animatrices. À huit reprises, elles ont participé aux formations afin de compléter leur accréditation comme formatrice-animatrice ou encore, elles ont offert elles-mêmes les formations *Démarrage d'une cuisine collective*, *Animation d'une cuisine collective* ou *Saine alimentation*. Le RCCQ a aussi offert un encadrement en ce qui concerne l'organisation et les suivis évaluatifs afin de créer les conditions les plus favorables possible au travail de ces contractuelles.

Isabel Bernier, Capitale-Nationale  
Chantale Deschenaux,  
Centre-du-Québec  
France Desjardins,  
Saguenay-Lac-Saint-Jean  
Caroline Dufresne, Montréal  
Évelyne Gueppe,  
Chaudière-Appalaches  
Maria Papadakis, Montréal  
Josée Primeau, Montérégie

### Formation et éducation populaire autonome

Comme on peut le constater, l'offre de formation s'est diversifiée. Les formations à la carte ont été plus nombreuses et la présentation de la notion Autonomie alimentaire a aussi suscité l'intérêt de nos membres.

Les formations sont des véhicules qui permettent aux membres du RCCQ de se rencontrer, de discuter de sujets les intéressants, de partager et de faire valoir leurs actions et de réfléchir ensemble aux défis à surmonter. Elles constituent des occasions de tisser des liens entre les cuisines collectives.

Les formations offertes au RCCQ se fondent de plus en plus sur les besoins exprimés par nos membres, répondant ainsi aux objectifs du programme de formation.

<b>Formations offertes</b>		<b>Nombre de formations</b>	<b>Régions</b>	<b>Groupes</b>	<b>Personnes jointes</b>
Démarrage d'une cuisine collective		9	9	30	65
Animation d'une cuisine collective		3	3	9	21
À la carte	Autonomie alimentaire	4	6	30	83
	Résolution de conflits	1			
	Cuisines collectives	1			
Total		18	18 visites dans 13 régions	69	169

### **Réflexion collective : les cuisines collectives comme acteur social**

Le RCCQ a invité les membres du conseil d'administration, des différents comités et de l'équipe de travail à prendre part à une réflexion collective sur les cuisines collectives comme composante du vaste mouvement communautaire du Québec, sur son développement et sur son histoire. En tant qu'organisme communautaire autonome, il est important de connaître les gains et les difficultés qui ont jalonné l'histoire du mouvement communautaire afin d'en tirer des leçons utiles. Cette réflexion collective a favorisé l'appropriation des caractéristiques de l'action communautaire autonome par la vingtaine de membres présents, en lien avec le rôle social des cuisines collectives. Elle a aussi permis de mieux comprendre le cadre de la reddition de comptes associée au financement en appui à la mission globale.

### **Relations interculturelles**

Les gens qui proviennent de partout dans le monde et qui veulent partager leurs connaissances au sein des cuisines collectives offrent quotidiennement aux groupes des défis à relever. Au fil des formations offertes par le RCCQ, on peut constater non seulement les difficultés rencontrées à cet égard, mais aussi les succès obtenus, qu'il importe de faire rayonner. C'est pourquoi, dans la foulée de la réflexion réalisée à Laval l'an dernier, le RCCQ a rendu disponibles sur son site Internet les expériences recensées grâce aux Actes de la journée intitulée « Les relations interculturelles à Laval et les cuisines collectives ».

### **Développement des cuisines collectives au Canada et chez les Premières nations**

Quelques personnes d'autres provinces canadiennes ont communiqué avec nous, provenant surtout de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick. Le désir d'en connaître davantage sur les cuisines collectives et la curiosité à propos de la notion d'autonomie alimentaire véhiculée par le RCCQ ont motivé ces prises de contact.

Deux formations *Démarrage d'une cuisine collective* s'adressant aux Premières Nations Atikamek et Micmac ont été offertes. Des rapports ont également été établis avec des travailleurs communautaires œuvrant au Nunavik, dans la nation innue et chez les Cris.

## Développement des cuisines collectives dans le monde

Le RCCQ continue d'entretenir des liens avec le Mali, bien que la situation politique de ce pays d'Afrique soit actuellement instable. À l'occasion de la Journée nationale des cuisines collectives, nous avons reçu des nouvelles de madame Selly Ouame, du Woyio Kodeye, qui réitérait son intérêt à poursuivre la collaboration.

Nous avons aussi reçu des demandes d'information provenant de la Suisse. Quelques étudiants français ont sollicité notre collaboration pour en savoir plus sur le concept de cuisine collective véhiculé par le RCCQ. Nous avons pu rencontrer une vingtaine de ces étudiants en mai 2011.

## Constats

- Le scénario de *membership* adopté à l'unanimité à l'assemblée générale annuelle 2011 a permis de corriger les inégalités constatées entre les membres. Premièrement, en faisant accéder au statut de membres réguliers tous les groupes de cuisine collective rattachés à des organisations membres du RCCQ. Deuxièmement, en faisant aussi accéder au statut de membres réguliers les membres affiliés qui ont mis sur pied au fil des ans plusieurs groupes de cuisine collective. Ils seront ainsi reconnus comme membres à part entière, dans la mesure, bien sûr, où ils adhéreront aux orientations du RCCQ. De plus, les deux catégories de membres « organisations » ont été redéfinies pour distinguer les organisations avec une mission de cuisine collective et les organisations avec un service ou un volet de cuisine collective à l'intérieur de leurs activités.

- Les enjeux et défis à relever pour le comité adhésion étaient les suivants :
  - Préserver la place des personnes participantes dans la structure et le fonctionnement du RCCQ, dans le respect de la Base d'unité politique (BUP) et renforcer les liens avec les groupes de cuisine collective.
  - Maintenir la participation prépondérante des groupes de cuisine collective dans les instances du RCCQ.
  - Reconnaître l'apport des organisations de groupes de cuisine collective et des organisations avec un service/volet de cuisine collective dans le développement du mouvement des cuisines collectives.
  - Mettre de l'avant l'intérêt collectif de tous les membres.
- Compte tenu du travail d'envergure à accomplir pour la reclassification des membres du RCCQ, des outils appropriés étaient nécessaires. Ce n'est toutefois pas ce qui est arrivé... Un important dégât d'eau dans



l'immeuble où est situé le RCCQ est venu compliquer les choses, en mettant hors d'usage non seulement le serveur de la base de données des membres, mais aussi la base de données elle-même. Restons positives!

- L'équipe de travail a amorcé une réflexion quant à la façon de mieux répondre aux demandes formulées par les membres concernant leurs démarches de développement et de consolidation.
- La Table des régions ne s'est pas réunie aussi souvent qu'elle l'aurait souhaité. Cependant, le travail a quand même avancé, par sa participation active au sondage du RCCQ et l'établissement d'un plan d'action. La représentation des régions et la représentativité des membres à la Table demeurent des défis à relever. Cinq personnes sont présentement mandatées officiellement par leur région respective.
- Le comité formation a bien amorcé ses travaux, en commençant par restructurer le programme en quatre volets. Le RCCQ s'efforce d'accroître le rôle du réseau de formatrices-animatrices qui est actuellement présent dans six régions du Québec.

## Perspectives d'avenir

- Les membres du comité adhésion ont cerné deux grands défis à relever pour la prochaine année dans la mise en application des modifications apportées au *membership*:
  - La démocratie dans le processus d'adhésion;
  - Le renforcement du sentiment d'appartenance des membres.
- Le comité adhésion devra tenir compte de ces deux préoccupations dans la mise en application, la conception et la mise à jour des mécanismes et outils d'adhésion des membres.
- L'analyse des besoins à moyen et à long termes et le choix de la base de données la plus adéquate pour la gestion du *membership* constitueront un chantier important pour la prochaine année.

- La Table des régions a de nombreux défis à relever. Trois grandes préoccupations orienteront ses actions dans l'avenir:
  - Compléter son organisation interne en assurant la représentativité des membres qui la composent par des mécanismes de représentation efficaces et démocratiques;
  - Travailler au renforcement des organisations régionales et à la mise en place de moyens de mobilisation à l'échelon régional;
  - Assurer la cohésion du mouvement à l'intérieur du développement d'une mobilisation et d'une vision régionales, et cela, avec toutes les instances du mouvement des cuisines collectives et tous les comités actifs au sein du RCCQ.

# Reconnaissance du rôle alternatif des cuisines collectives

## Objectifs

- Développement de l'autonomie alimentaire et sensibilisation :
  - Camper le RCCQ en tant qu'interlocuteur majeur et augmenter son *leadership* sur les enjeux relatifs à l'alimentation au Québec et au Canada.
  - Favoriser l'appropriation et le rayonnement de l'autonomie alimentaire.
- Reconnaissance et financement des cuisines collectives :
  - Développer une meilleure connaissance des programmes et des voies de financement des cuisines collectives.
  - Développer de meilleures connaissances et représentations des réalités régionales des cuisines collectives.
  - Mettre en place les conditions favorables à la réalisation de négociations pour la reconnaissance et le financement des cuisines collectives, en tenant compte des différentes catégories de membres.
  - Jeter les bases de la négociation d'un financement global et récurrent avec le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) afin de soutenir les organisations de cuisines collectives.

- Développer un accompagnement par le RCCQ à l'échelon régional pour les groupes et les organisations qui comportent un volet/service de cuisine collective lorsqu'elles entreprennent des démarches auprès des Agences de la santé et des services sociaux.
- Favoriser le renforcement du pouvoir d'agir du CLFCC et des membres du RCCQ en mettant de l'avant une approche liant étroitement la reconnaissance et le financement.
- Visibilité du RCCQ :
  - Augmenter la visibilité du RCCQ en lien avec les interventions et les pratiques de ses membres tout au long de l'année.
  - Promouvoir la Journée nationale des cuisines collectives (JNCC).

## Développement de l'autonomie alimentaire et sensibilisation

### Mémoire du RCCQ relativement au *livre vert pour une politique bioalimentaire*

L'année 2011-2012 aura constitué pour le RCCQ une année charnière en ce qui a trait à l'affirmation de son *leadership* et du rayonnement de son orientation visant le développement de l'autonomie alimentaire. En effet, le gouvernement du Québec a annoncé en juin dernier le lancement d'une consultation sur le *livre vert pour une politique bioalimentaire*.

La position du RCCQ se devait d'être très critique puisque, depuis déjà plus de cinq ans, il réclame avec ses partenaires l'adoption d'une politique-cadre en alimentation qui aurait pour objectif le respect du droit à l'alimentation pour la population du Québec, dans une perspective de santé, de respect de l'environnement et de pouvoir citoyen. Le projet de politique proposé par le gouvernement du Québec ne répondait aucunement à ces préoccupations.

Dans son mémoire, le Regroupement a fait ressortir la nécessité de reconnaître l'alimentation comme un besoin essentiel, au même titre que le logement ou l'eau potable. L'alimentation ne devrait en aucun cas être considérée comme une simple marchandise. La position adoptée par le RCCQ a tout particulièrement mis l'accent sur l'importance de reconnaître véritablement le droit à l'alimentation en tant que « pouvoir citoyen », de développer des connaissances, d'avoir accès à des aliments de qualité, sains, nutritifs, diversifiés et de pouvoir les acheter à prix abordable, dans le respect de l'environnement.

Une stratégie d'intervention a été élaborée en concertation avec nos partenaires. Il a ainsi été convenu que chacun des alliés de 2007 reprendrait les positions soumises à l'époque à la Commission Pronovost en les réactualisant. La stratégie prévoyait aussi l'organisation d'une activité publique pour assurer la diffusion de la position du RCCQ. Cet événement a été organisé dans le cadre de la JNCC, dont le thème a

été défini autour du droit à l'alimentation. Des suites à cette journée de réflexion sont prévues durant la prochaine année, tant auprès des membres du RCCQ que de nos partenaires et de la population.

### **Comité sur la politique alimentaire**

Le comité consultatif mis sur pied à l'été 2011 a permis d'alimenter l'élaboration de la position du RCCQ. Ce qui fut fait également en concertation avec différents partenaires : Union des consommateurs, Option consommateurs, Table de concertation pour la faim de Montréal, Équiterre et Banques alimentaires Québec.

### **Rayonnement de l'autonomie alimentaire**

Les activités de diffusion de la position du RCCQ à l'égard du livre vert ont aussi été l'occasion de réactualiser l'orientation du RCCQ visant le développement de l'autonomie alimentaire et de produire des outils d'appropriation. Un résumé du mémoire a été mis en circulation, et des articles sur le sujet ont paru dans le Croque-Notes. Le diaporama produit en 2010-2011 sur l'autonomie alimentaire a continué d'être diffusé. De plus, un diaporama commenté a été produit sur le thème des luttes sociales pour le droit à l'alimentation, en lien avec l'autonomie alimentaire, à l'occasion de la JNCC.

D'autre part, le RCCQ a aussi poursuivi son implication à l'échelon pancanadien en renouvelant son *membership* au sein de la coalition Sécurité alimentaire Canada.

### **Reconnaissance et financement des cuisines collectives**

#### **Comité de lutte pour le financement des cuisines collectives (CLFCC)**

En 2011-2012, les travaux du comité se sont intensifiés. Ils ont porté tant sur le développement d'une meilleure connaissance des différents programmes de financement existants que sur l'élaboration d'une stratégie et d'un argumentaire en vue des négociations à mener pour le financement des cuisines collectives.

#### **Programme national de sécurité alimentaire (PNISA)**

Le dossier du financement a pris encore plus d'importance en 2011-2012, avec l'annonce faite en avril dans le Plan budgétaire du gouvernement du Québec de l'allocation de nouveaux crédits en sécurité alimentaire aux organismes intervenant auprès des personnes démunies, pour « renforcer le financement des organismes qui ont une mission de sécurité alimentaire, tels que les cuisines collectives, les banques alimentaires, les centres de dépannage ».

Dans ce dossier, les interventions ont visé à faire connaître au gouvernement les attentes du RCCQ face à l'allocation des fonds et à outiller les membres pour qu'ils soient en mesure d'intervenir et de faire valoir leur position auprès des Agences et de leurs partenaires régionaux. Pour ce faire, plusieurs moyens

ont été mis en œuvre : question posée lors de l'étude des crédits 2011-2012, correspondance avec la Direction de la santé publique (DSP), articles dans le Croque-Notes, argumentaire pour sensibiliser les partenaires des cuisines collectives, cueillette d'information auprès de personnes-ressources dans les régions. Ces interventions ont permis de clarifier les conditions d'octroi de ces fonds, tout en révélant que l'application des barèmes varie selon les régions.

Une première rencontre obtenue par le RCCQ en février 2012 a permis de faire connaître quelques-uns des problèmes constatés à la toute nouvelle Direction du développement des individus et de l'environnement social (DDIES), maintenant responsable de la sécurité alimentaire. D'autres démarches sont à venir.

#### **Révision du plan du *Cadre de reconnaissance et de financement des membres du RCCQ***

Le comité CLFCC s'est aussi documenté en vue de la révision et de la mise à jour du *Cadre de reconnaissance et de financement des membres du RCCQ*. Pour ce faire, il s'est appuyé notamment sur le *Cadre de référence en matière d'action communautaire* en faisant des liens avec le Cadre du RCCQ. Il s'est aussi approprié le *Cadre de référence en sécurité alimentaire* en portant une attention particulière aux notions d'autonomie et de dépannage alimentaires. De plus, il a approfondi sa compréhension du portrait du financement des cuisines collectives

dans les régions en s'attardant au Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale (PAGSIS).

Les membres du CLFCC ont aussi eu pour préoccupation de faire régulièrement des liens avec les travaux du comité d'adhésion pour mieux saisir les incidences de la clarification du *membership* en vue de pouvoir bien évaluer les besoins financiers des membres.

### **Stratégie concernant le financement en appui à la mission globale**

Pour la mise en application de cette priorité en lien avec les décisions du Congrès de 2009, le comité a proposé au conseil d'administration du RCCQ une stratégie situant le *Cadre de reconnaissance et de financement des membres du RCCQ* comme un outil de négociation pour la reconnaissance des cuisines collectives en tant que milieux de vie.

### **Interventions avec des partenaires concernant le financement des organismes communautaires**

D'autre part, le RCCQ a appuyé les négociations menées par la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (Table), en concertation avec la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC), auprès du gouvernement concernant la convention PSOC. Nous avons notamment fait largement circuler l'information sur le projet de convention soumis à la consultation du mouvement

communautaire et nous avons pris position dans ce dossier.

### **Visibilité du RCCQ et promotion des cuisines collectives**

#### **Parrain-marraines du RCCQ**

Il y a maintenant deux ans que Suzanne Champagne, comédienne, a accepté l'invitation du RCCQ à être marraine des cuisines collectives. Au début de cette collaboration, Suzanne et le RCCQ avaient comme rêve de créer une équipe dynamique de personnes de différents milieux afin de bien représenter les cuisines collectives dans leur diversité. Et bien, le rêve devient de plus en plus réalité! Cette année, le RCCQ a souhaité la bienvenue à Johane Despins, animatrice, et à Claude Despins, comédien, au sein de l'équipe de parrains et



marraines du RCCQ. Ils se disent heureux de s'impliquer dans un mouvement qui a des valeurs qui rejoignent l'intérêt collectif.

Claude et Johane Despins ont fait leur première apparition en tant que parrain et marraine lors de la journée de réflexion sur le droit à l'alimentation organisée par le RCCQ dans le cadre de la Journée nationale des cuisines collectives, le 26 mars 2012.



### **Lancement des mémoires de Gertrude Lavoie**

En collaboration avec le Collectif québécois d'édition populaire, le Regroupement des cuisines collectives du Québec a contribué le 26 mars 2012 à l'organisation et à la tenue du lancement du livre de Gertrude Lavoie : *Les cuisines collectives au Québec : mémoires d'une pionnière*. Un livre qui fait découvrir l'histoire de femmes impliquées, grâce à leur fierté, à leur ténacité et à leur débrouillardise, dans la naissance du mouvement des cuisines collectives au Québec. Gertrude Lavoie a été membre de la première équipe du Regroupement en tant que coordonnatrice et elle y a œuvré jusqu'en 2001.

## **Comité Journée nationale des cuisines collectives**

Encore cette année, le RCCQ a eu le plaisir de réunir les personnes intéressées à définir le thème à développer dans le cadre de la Journée nationale des cuisines collectives. C'est le thème du droit à l'alimentation qui a été retenu avec le souhait que, cette année, la Journée nationale des cuisines collectives intègre une dimension historique afin de situer la pratique des cuisines collectives dans le sillage des luttes sociales menées à ce sujet. Ce qui fut fait avec la production d'un diaporama commenté et la collaboration du Centre de recherche en imagerie populaire (CRIP) associé à l'UQAM. Le comité a aussi exprimé le vœu que ce thème soit encore à l'ordre du jour l'année prochaine afin d'en permettre une meilleure compréhension et d'en élargir le rayonnement.

## **Communication avec les membres**

De plus en plus, l'appropriation de l'information par les membres se fait par l'intermédiaire de la technologie, ce qui facilite énormément la diffusion. Le RCCQ diffuse ainsi, sur une base hebdomadaire, un fil d'actualité afin de tenir les membres informés sur les dossiers qui préoccupent le mouvement des cuisines collectives. Des liens Internet sont également ajoutés pour permettre une consultation rapide.

## **Croque-Notes et Bloc-Notes**

Le Croque-Notes est le bulletin d'information du RCCQ. Il favorise l'appropriation de l'information par les membres. Il est aussi un outil de communication pour ces derniers puisqu'il leur permet de publier des articles dans la section *Croque-Région*. Entre les parutions, des Bloc-Notes sont envoyés au besoin pour informer les membres sur la vie de l'organisation du RCCQ et les suivis de dossiers.

- Trois parutions du Croque-Notes (avril et octobre 2011 et janvier 2012)
- Deux parutions du Bloc-Notes (juillet et décembre 2011)

## **Site Internet**

Le site Internet du RCCQ a reçu 52 077 visiteurs au cours de l'année 2011-2012 : une moyenne de 150 visites par jour. Seulement pour le mois de mars, on a enregistré 5 512 visiteurs.

## **Facebook**

Au 31 mars 2012, nous comptons près de 354 personnes adeptes de la page Facebook du Regroupement des cuisines collectives du Québec. Cette page permet aux membres ainsi qu'au public en général d'être informés sur des événements ou sujets ponctuels qui concernent le mouvement des cuisines collectives au Québec.

## **Journée nationale des cuisines collectives**

À l'occasion de la Journée nationale des cuisines collectives, le RCCQ a fourni du matériel promotionnel et un cahier d'organisation en plus de soutenir l'organisation de certaines actions collectives. Il a également publicisé les activités de ses membres sur son site Internet ainsi que par l'intermédiaire de diverses interventions médiatiques.

Cette année, le thème de la Journée nationale des cuisines collectives était « Manger, un droit! On cuisine, on fête, on lutte ENSEMBLE ». En lien avec ce thème et avec les actions et revendications du mouvement des cuisines collectives et solidairement avec nos partenaires locaux, régionaux et nationaux, le RCCQ a invité ses membres à participer à une cueillette d'affiches sur le thème des luttes sociales pour le droit à l'alimentation à travers l'histoire du Québec. En collaboration avec le Centre de recherche en imagerie populaire (CRIP), le Regroupement a sollicité la participation de ses membres à cette activité de cueillette auprès de différents milieux. Une initiative peu exigeante, mais combien essentielle à la préservation de notre mémoire collective. Des enveloppes de cueillette avaient été distribuées dans les différentes régions en vue de récupérer les affiches recueillies.

De plus, avec la collaboration du CRIP, le RCCQ a produit et mis à la disposition des membres un diaporama commenté



qui présente des affiches sur les luttes pour le droit à l'alimentation, en soutien aux échanges prévus à l'intérieur des activités de la Journée nationale des cuisines collectives dans les régions, les organisations et les groupes de cuisine collective. Le RCCQ a lui-même présenté le diaporama commenté lors de la journée de réflexion et d'échange qu'il a organisée au Lion d'Or, à Montréal, sur le thème du droit à l'alimentation.

La journée de réflexion lancée par le RCCQ le 26 mars a réuni quelque 60 personnes provenant de différents milieux communautaires, sociaux et institutionnels et de quelque huit régions du Québec. Des conférences et témoignages de personnes-ressources aux expériences diversifiées (producteur-artisan, poète jardinier, chercheuse communautaire dans le domaine de l'environnement, etc.) ont contribué à l'animation des échanges puis ont été suivis d'une exploration en ateliers des défis et des difficultés de nos pratiques.

### Revue de presse

En 2011-2012, on a parlé des cuisines collectives et de leur Regroupement dans les médias du Québec. Bien entendu, la Journée nationale des cuisines collectives a été encore une fois l'objet de visibilité. Cependant, plusieurs autres moments ont aussi retenu l'attention des médias traditionnels et sociaux. Sans en faire un relevé complet pour tout le Québec, un aperçu de divers lieux où nous avons notamment fait connaître ce que sont les cuisines, leurs activités, leurs réalisations, leur impact, leurs projets et leurs revendications, est annexé à la fin du présent rapport d'activités.

### Distribution de matériel promotionnel

- 2 270 dépliants promotionnels dont 125 en anglais
- 254 affiches promotionnelles dont 15 en anglais
- 53 chapeaux plats pour cuisinière
- 100 épinglettes
- 57 tasses : *La cuisine collective... c'est plus que de la cuisine*
- 135 tabliers verts



## Constats

- Ce fut une année charnière pour l'affirmation du *leadership* du RCCQ et de la promotion de l'autonomie alimentaire. Le mémoire produit par le RCCQ sur le livre vert pour une politique bioalimentaire a constitué un outil privilégié pour faire connaître les positions du Regroupement et en favoriser la circulation. Il faudra poursuivre les efforts en ce sens et leur donner plus de rayonnement.
- La réflexion sur le droit à l'alimentation en est à ses débuts. Le comité consultatif sur la Journée nationale des cuisines collectives a exprimé le vœu que ce thème soit encore à l'ordre du jour l'année prochaine afin d'en permettre une meilleure appropriation.
- Le dossier du financement a pris encore plus d'importance en 2011-2012, avec l'annonce faite en avril dans le Plan budgétaire du gouvernement du Québec de l'allocation de nouveaux crédits en sécurité alimentaire aux organismes intervenant auprès des personnes démunies.
- Le CLFCC s'efforce de se documenter et de se tenir au courant de tout nouveau développement en vue d'outiller les membres pour un meilleur financement des cuisines collectives. Il s'efforce également d'associer les instances du RCCQ à ses travaux.

## Perspectives d'avenir

- Les efforts seront accentués pour faire reconnaître le rôle des cuisines collectives dans les luttes et les initiatives pour le droit à l'alimentation au Québec, toujours en lien avec l'autonomie alimentaire.
- Des travaux sont attendus avec le gouvernement pour le rehaussement du financement de l'ensemble des organismes communautaires de la santé et des services sociaux du Québec. Ils seront fructueux si le mouvement communautaire démontre une réelle solidarité et force de mobilisation.
- On poursuivra avec constance en 2012 les travaux en cours pour la reconnaissance et le financement des cuisines collectives, notamment :
  - une proposition de stratégie d'utilisation du Cadre de reconnaissance et de financement;
  - la mise en place des conditions de négociation du financement des cuisines collectives;
  - le déploiement d'une stratégie d'information et de mobilisation des membres sur les différents programmes de financement.

- Il est prévu que le thème de la prochaine Journée nationale des cuisines collectives porte de nouveau sur le droit à l'alimentation, incluant notamment l'élaboration d'une déclaration commune avec les membres du RCCQ et leurs partenaires.
- Le besoin d'une politique de communication se fait sentir au RCCQ, pour mieux situer nos interventions et faire rayonner davantage le rôle social des cuisines collectives, dans le respect de la culture propre au mouvement.

# Gestion et vie internes du RCCQ

## Objectifs

- Poursuivre le renforcement de la cohésion et l'amélioration du climat de travail à l'intérieur de l'équipe et entre l'équipe et le conseil d'administration.
- Renforcer la vision d'ensemble du mouvement en tenant compte de son évolution.
- Améliorer les conditions de réalisation des mandats confiés à l'équipe de travail et au conseil d'administration ainsi qu'aux comités de travail.
- Actualiser les conditions de travail du RCCQ.
- Assurer un financement et une gestion financière à la hauteur des défis à relever par le RCCQ.

## Comité embauche et suivi

Les représentantes du conseil d'administration membres de ce comité ont effectué les évaluations individuelles de l'ensemble de l'équipe de travail. Le processus d'évaluation, en plus de l'autoévaluation de la personne concernée, prévoit une évaluation par les pairs. Le processus est ouvert et crée un climat de confiance. Les membres du comité ont également effectué les évaluations de probation des personnes nouvellement en poste et les entrevues pour le poste de coordination au développement et à la mobilisation des régions.

## Comité ressources humaines

Dans un premier temps, les membres du comité ont revu les éléments prioritaires de leur mandat pour la prochaine année. Étant donné que le document des conditions de travail était à réviser, un comité de négociation raisonnée a été mis sur pied sur une base paritaire.

Les membres du comité ressources humaines ont finalisé la description de l'ensemble des postes de travail du RCCQ. Cela a permis d'améliorer les conditions de réalisation des mandats confiés par le conseil d'administration. Une réflexion a été faite sur les formations utiles pour les membres du conseil d'administration et de l'équipe de travail. Deux formations conjointes ont été offertes avec la participation du Centre de formation populaire : la gestion participative et la négociation raisonnée. Également, un exercice de clarification des conditions de travail des formatrices-animatrices et des accompagnatrices du RCCQ a été amorcé afin d'élaborer une politique qui pourra être annexée aux conditions de travail des employées du RCCQ.

## Comité de négociation raisonnée

Le comité a commencé les travaux sur l'actualisation des conditions de travail des employées du RCCQ. L'approche retenue par le conseil d'administration et l'équipe de travail du RCCQ en vue de la révision du document « Conditions de travail » est la négociation raisonnée. Cette méthode comporte des discussions

et des débats entre les deux parties pour arriver à une entente commune selon une approche « gagnant-gagnant » fondée sur la prise en compte des intérêts des différentes parties.

## Comité d'encadrement du bilan organisationnel et de la planification stratégique

Dans le but de faire le point sur l'organisation du travail et des services ainsi que sur son rôle auprès de ses membres, le RCCQ a amorcé à l'automne 2011 une démarche de bilan organisationnel et de planification stratégique. Deux consultants externes ont été engagés à cette fin. Cette démarche requiert déjà l'implication non seulement des instances du Regroupement, mais aussi des organisations et des groupes de cuisine collective. Un sondage personnalisé a été adressé au printemps à l'ensemble des membres en règle, selon les différentes catégories de notre *membership* clarifié.

Le comité de travail a accompagné les consultants tout au long de la démarche réalisée cette année. Il a été plus particulièrement appelé à contribuer à l'élaboration des grilles d'entrevues pour les rencontres avec les membres du conseil et de l'équipe de travail, et à l'élaboration et à la validation du questionnaire du sondage.

## Vie interne

Au fil des rencontres d'équipe régulières et thématiques réalisées tout au long de l'année, en plus des rencontres conjointes tenues avec le conseil d'administration, les membres de l'équipe de travail du RCCQ ont établi une étroite collaboration qui s'est avérée bénéfique à l'ensemble des dossiers. Le travail en dyades et en triades a aussi contribué à l'instauration d'un climat de travail complice et efficace. Tout cela vient améliorer de façon considérable le fonctionnement de la gestion participative au RCCQ et les bases de la coopération.

## Gestion financière et financement du regroupement

La multiplication des instances démocratiques de participation des membres du RCCQ, qui s'est traduite par la mise en place de nombreux chantiers de travail (comités, Table, etc.), a demandé un suivi plus serré et détaillé des opérations financières.

## Stratégies de financement du RCCQ

Devant le besoin d'accroître le financement récurrent du RCCQ et d'ouvrir de nouvelles avenues pour la concertation et la formation des cuisines collectives et l'organisation des services aux membres, six voies de développement ont été soumises au conseil d'administration du RCCQ, qui ont commencé à être explorées auprès des bailleurs de fonds :

- ajustement du financement en appui à la mission du RCCQ au regard des nouveaux besoins cernés dans le cadre du travail de mobilisation des régions;
- réalisation de la démarche de bilan organisationnel et de la planification stratégique;
- mise en réseau des cuisines collectives dans les régions du Québec en raison des nouveaux défis relatifs à l'autonomie alimentaire;
- évaluation des formations offertes aux cuisines collectives du Québec, détermination des besoins et des ressources et production d'outils, formation et accréditation de nouvelles formatrices-animatrices et animation de leur mise en réseau;
- réalisation d'une recherche-action sur le rôle des cuisines collectives dans le développement de l'autonomie alimentaire;
- organisation et réalisation du 25<sup>e</sup> anniversaire du RCCQ selon une démarche mobilisatrice et participative, associant non seulement les membres, mais aussi des partenaires du Québec et de l'étranger.

Le RCCQ a aussi tenu des rencontres avec différents partenaires financiers et institutionnels : Centraide, Direction du développement des individus et de l'environnement social (DDIES), CoopTel, Emploi Québec.

## Constats

- Le développement du RCCQ apporte son lot d'exigences sur le plan de la vision financière. Heureux de l'avancée de la participation active des membres et des pas parcourus à ce jour, le RCCQ a entrepris cette année de déterminer et de valider les projets porteurs d'avenir qui découlent des travaux avec ses membres.
- Les membres du conseil d'administration et de l'équipe de travail sont engagés dans des travaux conjoints et des démarches de réflexion qui devraient profiter ultimement au RCCQ et à ses membres.

## Perspectives d'avenir

- Un plan de financement dans ses grandes lignes est à l'ébauche pour consolider nos actions et par le fait même le mouvement des cuisines collectives. Des projections sur trois ans seront effectuées afin d'assurer à court, moyen et long termes un financement à la hauteur des défis à relever en appui à nos membres.

# Concertation et représentation

## Objectifs

- Établir des choix stratégiques et des priorités dans nos partenariats et nos représentations au regard de la conjoncture et des enjeux sociaux
- Dégager des positions politiques sur des dossiers d'actualité

## Appui aux mouvements sociaux

L'année 2011-2012 aura été une année exigeante pour le mouvement des cuisines collectives tout comme pour l'ensemble du mouvement communautaire. Les politiques régressives des deux niveaux de gouvernement ont amené le RCCQ et ses membres à redoubler leurs efforts pour une plus grande justice sociale en se solidarisant avec diverses causes. Cela tout en devant mener de front de multiples dossiers.

### Collectif pour un Québec sans pauvreté

Le RCCQ a appuyé cette année encore les efforts du Collectif pour un Québec sans pauvreté, en faisant circuler l'information concernant ses activités et plusieurs de ses actions, notamment la campagne «Fixer des cibles de revenu pour le Québec».

### Action communautaire autonome

Le RCCQ a participé le 19 mai 2012 à l'assemblée générale annuelle du Réseau québécois pour l'action communautaire autonome (RQ-ACA). Il a également assisté à une première rencontre d'un comité de travail sur l'état des négociations entre les milieux communautaires et l'État.

### Table des regroupements provinciaux des organismes communautaires et bénévoles de la santé et des services sociaux (Table)

À titre de membre de la Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, le RCCQ siège au conseil d'administration de l'organisme. La coordonnatrice générale y a fait une présentation concernant la situation de l'allocation des budgets en sécurité alimentaire. Elle siège depuis novembre 2011 au comité exécutif et depuis janvier 2012 au comité conjoint sur le rehaussement du financement avec la Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC) de la santé et des services sociaux.

### Politique alimentaire

Le RCCQ a formalisé en 2011 son adhésion à la Coalition SOS Pronovost et a endossé la stratégie proposée de renvoi des mémoires adressés en 2006 à la commission Pronovost dans le but de faire valoir le besoin d'adoption d'une véritable politique alimentaire.

### Table de concertation pour la faim du Grand Montréal

Depuis janvier 2012, le RCCQ participe à titre d'observateur aux rencontres d'un comité de travail de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain, en vue de formuler des recommandations à la Conférence régionale des élus (CRÉ). La CRÉ a initié un processus de consultation des acteurs sociaux concernés en vue de mettre sur pied un système alimentaire durable et équitable pour la grande région de Montréal. Le RCCQ agit pour le moment à titre de représentant des cuisines collectives du Montréal métropolitain (regroupées sous l'égide du Réseau des cuisines collectives de Montréal), d'ici à ce que ces dernières puissent assurer la représentation.

### Sécurité alimentaire Canada

Le RCCQ a renouvelé son adhésion à cette coalition en 2011. Il a appuyé le projet «Pour une politique alimentaire populaire» qui met en lien des individus de partout à travers le Canada afin de tenter de trouver une façon de redonner à la population son pouvoir décisionnel quant au système alimentaire canadien. Sécurité alimentaire Canada a publié *Du pain sur la planche : une politique alimentaire populaire pour le Canada*, le résultat de plus de 3500 personnes ayant pris part à des discussions sur l'alimentation autour de plus de 250 tables rondes organisées à travers le pays.

## Autres actions et luttes sociales

- Participation à la préparation du colloque du Mouvement d'éducation populaire de l'action communautaire du Québec (MÉPACQ).
- Présence au 25<sup>e</sup> anniversaire de la Cuisine collective Hochelaga-Maisonneuve (CCHM).
- Participation à la journée de réflexion du Secrétariat à l'action communautaire et aux initiatives sociales (SACAIS) sur le bilan de l'application de la politique gouvernementale sur l'action communautaire (AC).
- Participation au Colloque du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA).
- Participation à une campagne de lettres d'appui concernant l'abrogation de la contribution parentale à l'aide sociale et à l'aide financière aux études.
- Présence au lancement d'une concertation sur les saines habitudes de vie initié par le Conseil québécois sur le poids et la santé (CQPS).
- Signature de la pétition en appui à la majoration des seuils d'admissibilité à l'aide juridique.

- Signature de la pétition pour la réglementation obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM).
- Signature de la pétition concernant l'abrogation des dispositions légales concernant la contribution parentale prévue dans la Loi sur l'aide sociale et la Loi sur l'aide financière aux études.
- Participation à une campagne de lettres d'appui concernant l'abrogation de la contribution parentale à l'aide sociale et à l'aide financière aux études.
- Participation à certaines actions de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics en diffusant l'information à ses membres.

## Autres représentations

- Marche aux 1 000 parapluies avec Centraide du Grand Montréal.
- Accompagnement pour tournage de bancs d'essai à l'émission *L'épicerie*, Radio-Canada.
- Présentation à la Table de concertation pour la faim de Montréal du contenu du mémoire du RCCQ sur le *livre vert pour une politique bioalimentaire*.
- Conférence et kiosque d'information portant sur le contenu du mémoire du RCCQ sur le *livre vert pour une politique bioalimentaire*, lors de la journée sur la sécurité alimentaire de Parc Extension.
- Appui à Cuisine et vie collectives Saint-Roch dans leurs représentations auprès de la Ville de Montréal et de la Commission scolaire de Montréal (CSDM) pour l'obtention d'un local permanent.
- Conférence sur la saine alimentation dans l'Outaouais.
- Rencontre d'information avec la direction générale de la Fédération des centres d'action bénévole du Québec en lien avec la situation des budgets en sécurité alimentaire.

---

## Constats

- Les actions de représentations sont essentielles à nos solidarités sociales. Le RCCQ est privilégié de pouvoir s'appuyer sur un tel réseau d'entraide présent au sein du mouvement communautaire.
- Le déclenchement de travaux conjoints visant le rehaussement du financement des organismes communautaires marque une nouvelle étape dans les travaux entre la Table et la Coalition des troc.
- Le projet « Pour une politique alimentaire populaire » met en lien des individus de partout à travers le Canada afin de tenter de trouver une façon de redonner à la population son pouvoir décisionnel.

## Perspectives d'avenir

- Les travaux sur le rehaussement du financement des groupes pourraient déboucher sur une importante mobilisation en 2012-2013, si l'unité du mouvement et l'implication des groupes sont au rendez-vous.
- Les consultations initiées par la CRÉ de Montréal devraient amener le RCCQ et ses membres à se prononcer en vue de l'adoption d'un système alimentaire durable et équitable pour la région.
- Une nouvelle concertation sur les saines habitudes de vie pourrait amener le RCCQ à devoir se prononcer sur cet enjeu, en lien avec le défi de l'autonomie alimentaire et la question des partenariats public-privé sociaux.

# Remerciements

## À nos parrain et marraines

Suzanne Champagne, comédienne  
Claude Despins, comédien  
Johane Despins, animatrice

## À nos bénévoles

Bilodeau, Lise  
Boily, Mathieu  
Boulangier, Ghislaine  
Chevrier, Germaine  
Deschenaux, Chantale  
Deroubaix, Virginie  
Di Tomasso, Josée  
Duchaine, Suzanne  
Ducharme, Nicole  
Dunberry, Alain  
Fernandez, Gloria  
Forcier, Isabelle  
Frenette, Vincent  
Jobin-Martineau, Thérèse  
Laflamme, Kristine  
Lambert, Michou  
Lavallée, Johanne  
Lluis, Xavier  
Mazerolle, Thérèse  
Pelchat, Danielle  
Pohoney, Alexandra  
Poirier Defoy, Josée  
Proulx, Martine  
Rosa, Brigitte  
Roustan, Fabienne  
Sarrazin, Sylvie  
Sévigny, Bianca  
Tremblay, Alain

## À nos donateurs

Agro-Haribec

## À nos partenaires

Alain Paquet, député de Laval-des-Rapides et ministre délégué aux Finances  
Amir Khadir, député de Mercier  
Centre de recherche en imagerie populaire (CRIP)  
Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics  
Coalition québécoise sur la problématique du poids  
Conseil québécois sur le poids et la santé  
Denise Beaudoin, députée de Mirabel, porte-parole de l'opposition officielle en matière de lois professionnelles et membre de la Commission des institutions  
Dominique Vien, ministre déléguée aux Services sociaux  
Éditions de Villers  
Émission *L'épicerie*, Radio-Canada  
Germain Chevarie, député des Îles-de-la-Madeleine  
Gertrude Lavoie  
Gilles Robert, député de Prévost  
Martin Lemay, député de Sainte-Marie-Saint-Jacques et président du caucus de l'opposition officielle  
Oblates Franciscaines de Saint-Joseph  
Œuvres Marie-Anne-Lavallée

Pierre Corbeil, député d'Abitibi-Est, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et ministre responsable de la région de l'Abitibi-Témiscamingue et de la région du Nord-du-Québec  
Raymond Bachand, député d'Outremont, ministre des Finances, ministre du Revenu et ministre responsable de la région de Montréal  
Raymond Bernier, député de Montmorency  
Sam Hamad, ministre des Transports et ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale  
Sœurs de Notre-Dame du Saint-Rosaire  
Sœurs de Saint-François-D'Assise  
Serge Simard, ministre délégué aux Ressources naturelles et à la Faune et ministre responsable de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de la région de la Côte-Nord  
Yves Bolduc, ministre de la Santé et des Services sociaux

## À nos bailleurs de fonds

Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)  
Direction du développement des individus et de l'environnement social (DDIES-MSSS)  
Centraide du Grand Montréal  
Ville de Montréal  
Emploi-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)



# Couverture médiatique provinciale

Canoe.ca

Granby.enregion.com

Info07.com

Infodimanche.com

Journallarevue.com

Lanouvelle.net

L'action.com

Ledevoir.com

Leplacoteux.com

Lesactualités.com

Moissonquébec.com

montreal.memolocal.com

vracenvironnement.org/journee-de-lalim-  
mentation-a-parc-extension

CFIM 92.7 Radio des îles de la

Madeleine

CIBL

Émission *L'épicerie*, Radio-Canada

TV Cogeco – Magog

TV Cogeco – Matane

Radio-Canada Matane

Radio Ville-Marie

Avenir de l'est

L'Étincelle

L'Information du nord

Le journal de Magog

Le Plateau

Entrevue téléphonique avec un  
journaliste de CTV

# Conclusion

De l'avis de toutes et tous, le RCCQ aura connu une année marquée par tout ce que nous avons accompli avec nos membres. Avec l'effervescence qui a marqué la fin de cette année 2011-2012, comme beaucoup de regroupements et groupes communautaires, le RCCQ s'interroge sur les temps à venir. Quelles sont les voies de sensibilisation et de travail sur le terrain à privilégier quand les reculs dans les acquis sociaux se font aussi menaçants? Comment « profiter » de ces remises en question de tout ordre pour mettre de l'avant des démarches d'éducation riches d'apprentissages qui aident à donner de l'espoir tout en renforçant le pouvoir d'agir?

L'action sociale concernant le droit à l'alimentation ne peut se considérer isolément du droit à l'éducation ou du droit au logement. Cette action collective devrait nous amener au développement d'une conscience plus large, de nos droits mais aussi de nos responsabilités, selon une vision de bien commun.

L'année écoulée a été riche et fertile, tout autant que tumultueuse. Le devoir d'appropriation que s'est imposé le RCCQ en faisant du droit à l'alimentation un outil de réflexion et de sensibilisation, nous a permis de faire un bout de chemin fascinant, quoique exigeant. C'est dans des moments comme ceux-là qu'on prend conscience que l'éducation populaire, ça se vit au jour le jour, aussi dans les difficultés ou les défis particuliers qu'on rencontre. Dans le besoin de se

resituer comme individu et membre d'une communauté.

La réorganisation à venir à la faveur de la planification stratégique du RCCQ sera importante pour identifier les moyens à se donner pour poursuivre notre route ensemble, avec nos nouvelles catégories de membres, avec les améliorations encore à apporter à notre fonctionnement. Tout cela est nécessaire si nous voulons nous resituer au service de la population, par et pour, d'abord et avant tout.

Nous devons aussi continuer de nous efforcer, de concert avec nos alliés, de faire entendre la voix des cuisines collectives et des pratiques alternatives sur les enjeux qui les concernent. Nous efforcer également d'explorer des voies prometteuses pour la reconnaissance et le financement de ce que sont réellement les cuisines collectives, de ce qui les caractérise, de ce qui différencie le dépannage alimentaire et l'autonomie alimentaire.

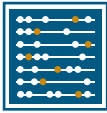
Nous poursuivrons de plus bien sûr, nos travaux sur la formation, le développement et la mobilisation des régions, qui sont au cœur du développement de notre mission. Il nous faudra également susciter un plus grand rayonnement de l'autonomie alimentaire, en appui à la concertation des cuisines collectives à l'échelon régional et à la reconnaissance de leur spécificité. Et cela, en mettant un accent privilégié sur l'élaboration et le développement d'outils d'information et d'éducation populaire au bénéfice des membres.

Bref, un beau programme! Réaliser un processus de bilan organisationnel et de planification des activités du RCCQ en interaction avec les démarches des groupes de travail et des comités du Regroupement, selon une vision d'ensemble et avec la perspective de se projeter vers le 25<sup>e</sup> anniversaire du RCCQ : voilà un projet fascinant qui devrait nous rassembler et nous « porter plus loin ». Ce projet exige cependant de nous donner des conditions, pour bénéficier à tous. Tout d'abord, une exigence de démocratie effective, de respect entre nous, avec les groupes et les organisations. Il nous reste du chemin à parcourir pour correspondre à notre idéal de démocratie, de justice. Cheminons ensemble!



# États financiers 2011-2012





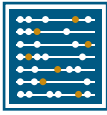
**REGROUPEMENT DES CUISINES  
COLLECTIVES DU QUÉBEC**

**RAPPORT FINANCIER**

**31 MARS 2012**

**SOMMAIRE**

	<b>Page</b>
Rapport de l'auditeur indépendant	
Résultats	1
Évolution des actifs nets	2
Flux de trésorerie	3
Bilan	4
Notes complémentaires	5 - 8



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### Aux administrateurs de REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'organisme REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC, qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### *Opinion*

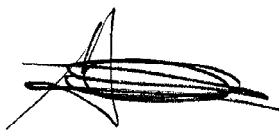
À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC au 31 mars 2012, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

### *Informations comparatives*

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur la note complémentaire 3, qui indique que l'organisme REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC a adopté les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif le 1er avril 2011 et que sa date de transition était le 1er avril 2010. Ces normes ont été appliquées rétrospectivement par la direction aux informations comparatives contenues dans ces états financiers, y compris les bilans au 1er avril 2010 et 31 mars 2011, et les états des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé le 31 mars 2011 ainsi que les informations connexes. Nous n'avions pas pour mission de faire rapport sur les informations comparatives retraitées, de sorte qu'elles n'ont pas été auditées.

*Moreau, Boisselle,  
Brunelle & Associés, S.E.N.C.R.L.*

Comptables agréés

*Alain Girard*  *e.a. Auditeur*

Alain Girard, CA auditeur

Montréal  
Le 11 mai 2012



# REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

## Résultats

Exercice terminé le 31 mars 2012

1

	2012	2011
<b>PRODUITS</b>		
Contributions gouvernementales		
Soutien aux organismes communautaires	170 543 \$	166 546 \$
Programme national en sécurité alimentaire	70 000	78 656
Emploi-Québec	4 900	-
Autres organismes:		
Centraide du Grand Montréal	104 000	104 000
Ville de Montréal	20 000	20 000
Autofinancement		
Activités, ventes d'articles et autres	4 118	4 125
Inscriptions - assemblée générale	5 655	7 630
Cotisations et adhésions	3 780	3 120
Dons de communautés religieuses	2 400	-
Autres dons	10 565	14 615
Formation	6 250	4 625
Intérêts	625	485
	<b>402 836</b>	<b>403 802</b>
<b>CHARGES</b>		
Salaires et avantages sociaux	272 814	250 923
Assurances	1 575	1 564
Contractuels	30 437	26 319
Loyer	4 000	-
Cotisations et abonnements	1 561	1 709
Déplacements	10 692	10 341
Entretien et réparations	4 219	4 345
Perfectionnement	590	826
Fournitures de bureau et impression	14 835	16 215
Frais bancaires	926	638
Frais d'assemblée générale	18 677	28 439
Frais de poste	2 984	3 482
Location d'équipement	3 784	4 270
Matériel promotionnel	5 833	4 199
Réunions et comités	44 802	47 122
Services professionnels	4 279	3 725
Télécommunications	5 519	5 076
Amortissement	790	89
	<b>428 317</b>	<b>409 282</b>
<b>INSUFFISANCE DES PRODUITS SUR LES CHARGES</b>	<b>(25 481) \$</b>	<b>(5 480) \$</b>





## REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

### Évolution des actifs nets

Exercice terminé le 31 mars 2012

2

	Investis en immobi- lisations	Non affectés	2012 Total	2011 Total
<b>SOLDE AU DÉBUT</b>	3 863 \$	97 064 \$	100 927 \$	106 407 \$
Insuffisance des produits sur les charges	(790)	(24 691)	(25 481)	(5 480)
<b>SOLDE À LA FIN</b>	3 073 \$	72 373 \$	75 446 \$	100 927 \$



## REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC

### Flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 mars 2012

3

	2012	2011
<b>Activités de fonctionnement</b>		
Rentrées de fonds - produits autres que les intérêts	396 724 \$	399 682 \$
Sorties de fonds - fournisseurs et employés	(424 626)	(393 710)
	(27 902)	5 972
Intérêts reçus	666	485
	(27 236)	6 457
<b>Activités d'investissement</b>		
Acquisition de dépôts à terme	(666)	(50 264)
Encaissement de dépôts à terme	30 000	-
Acquisition d'immobilisations	-	(3 952)
	29 334	(54 216)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	2 098	(47 759)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début</b>	(11 017)	36 742
<b>Insuffisance de la trésorerie et des équivalents de trésorerie à la fin</b>	(8 919) \$	(11 017) \$

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés du découvert bancaire.



**REGROUPEMENT DES CUISINES COLLECTIVES DU QUÉBEC****Bilan****31 mars 2012****4**

	<b>2012</b>	<b>2011</b>	<b>Au 1er avril 2010</b>
<b>ACTIF</b>			
<b>À COURT TERME</b>			
Encaisse	- \$	- \$	36 742 \$
Dépôts à terme, 0,75% et 0,9%, échéants le 20 août 2012 et le 10 septembre 2012	86 218	115 552	65 288
Débiteurs (note 4)	21 029	15 704	22 801
Frais imputables au prochain exercice	7 760	6 310	9 844
	<b>115 007</b>	<b>137 566</b>	<b>134 675</b>
<b>IMMOBILISATIONS (note 5)</b>	<b>3 073</b>	<b>3 863</b>	<b>-</b>
	<b>118 080 \$</b>	<b>141 429 \$</b>	<b>134 675 \$</b>
<b>PASSIF</b>			
<b>À COURT TERME</b>			
Découvert bancaire	8 919 \$	11 017 \$	- \$
Fournisseurs et frais courus (note 7)	33 715	29 485	19 612
Apports reportés	-	-	8 656
	<b>42 634</b>	<b>40 502</b>	<b>28 268</b>
<b>ACTIFS NETS</b>			
Investis en immobilisations	3 073	3 863	-
Non affectés	72 373	97 064	106 407
	<b>75 446</b>	<b>100 927</b>	<b>106 407</b>
	<b>118 080 \$</b>	<b>141 429 \$</b>	<b>134 675 \$</b>

**Au nom du conseil d'administration,**

Présidente



Trésorière



**1. Principales conventions comptables****Référentiel comptable**

L'entité a choisi d'appliquer les normes comptables pour les organismes sans but lucratif de la Partie III du Manuel de l'ICCA - comptabilité.

**Constatation des produits**

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

**Dons de matériel, fournitures et services**

Les dons de matériel, fournitures et services sont comptabilisés à leur juste valeur marchande si celle-ci peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et s'il s'agit de fournitures et de services que l'organisme se procure normalement contre paiement lorsqu'ils ne sont pas offerts à titre gratuit.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire et les taux indiqués ci-dessous :

	<b>Taux</b>
Mobilier et équipement de bureau	20 %
Équipement informatique	20 %

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratifs exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur le montant présenté au titre des actifs et des passifs, sur l'information fournie à l'égard des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers et sur le montant présenté au titre des produits et des charges au cours de la période considérée. Ces estimations sont révisées périodiquement et des ajustements sont apportés au besoin aux résultats de l'exercice au cours duquel ils deviennent connus.



**1. Principales conventions comptables (suite)**

**Instruments financiers**

Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations qui ne sont pas conclues dans des conditions de concurrence normale.

□ Il évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût après amortissement, à l'exception des placements dans des instruments de capitaux propres cotés sur un marché actif, qui sont évalués à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans le résultat net.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme et des débiteurs.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent du découvert bancaire et des fournisseurs et frais courus.

Dépréciation

Les actifs financiers évalués au coût sont soumis à un test de dépréciation s'il existe des indications possibles de dépréciation. Le montant de réduction de valeur est comptabilisé au résultat net. La moins-value déjà comptabilisée peut faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration, soit directement, soit par l'ajustement du compte de provision, sans être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. Cette reprise est comptabilisée au résultat net.

Coûts de transactions

L'entité comptabilise ses coûts de transactions au résultat net de l'exercice où ils sont engagés. Cependant, les instruments financiers qui ne sont pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont majorés des coûts de transaction directement attribuables à la création, à l'émission ou à la prise en charge.

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif et les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les dépôts à terme que l'entité ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.



## 2. Statuts et nature des activités

L'organisme est constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Il est enregistré à titre d'organisme de bienfaisance et est conséquemment exempté d'impôts. Il vise à promouvoir la mise sur pied de cuisines collectives à travers la province afin de prévenir les carences alimentaires de la population défavorisée. Il favorise l'éducation aux cuisines collectives par la promotion de la formation et de la diffusion des techniques développées en cuisine collective.

## 3. Incidence du changement de référentiel comptable

L'organisme a choisi d'appliquer les normes de la Partie III du Manuel de l'ICCA - Comptabilité, normes comptables pour les organismes sans but lucratif.

Les présents états financiers sont les premiers états financiers préparés en conformité avec les normes comptables pour les organismes sans but lucratif.

Les états financiers de l'exercice terminé le 31 mars 2012 ont été élaborés en conformité avec les principes comptables décrits et notamment les dispositions prévues au chapitre 1501, « Application initiale des normes » du Manuel de l'ICCA - Comptabilité relatives aux premiers adoptants de ce référentiel comptable.

L'application initiale de ce nouveau référentiel n'a eu aucune incidence sur le bénéfice net de l'organisme pour l'exercice se terminant le 31 mars 2011, ni sur bilan et les actifs nets à la date de transition, soit le 1er avril 2010.

## 4. Débiteurs

	2012	2011
Subventions à recevoir	11 413 \$	7 000 \$
Revenus de formation à recevoir	1 419	-
Taxes de ventes	8 049	8 515
Intérêts courus à recevoir	148	189
	21 029 \$	15 704 \$

## 5. Immobilisations

	2012		2011	
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier et équipement de bureau	28 734 \$	28 028 \$	706 \$	892 \$
Équipement informatique	23 733	21 366	2 367	2 971
	52 467 \$	49 394 \$	3 073 \$	3 863 \$



**6. Emprunt de banque**

L'emprunt de banque, d'un montant autorisé de 10 000\$, est remboursable à demande et porte intérêts au taux préférentiel majoré de 2%. Les conditions de crédit sont révisées annuellement par la banque. Le solde de l'emprunt est nul à la fin de l'exercice.

**7. Fournisseurs et frais courus**

	2012	2011
Fournisseurs	3 142 \$	2 032 \$
Salaires	15 235	20 247
Déductions à la source	11 338	7 206
Autres frais courus	4 000	-
	33 715 \$	29 485 \$

**8. Engagements contractuels**

L'engagement pris par la société en vertu d'un contrat de location-exploitation totalise 13 211 \$ et les versements à effectuer au cours des prochains exercices sont les suivants :

2013	2 307 \$
2014	2 516 \$
2015	2 516 \$
2016	2 516 \$
2017	2 516 \$
Autres	840 \$

**9. Instruments financiers****Risques et concentrations**

L'organisme, par le biais de ses instruments financiers, est exposé à divers risques. L'analyse suivante indique l'exposition et les concentrations de l'organisme aux risques à la date du bilan, soit au 31 mars 2012.

**Risque de liquidité**

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement en regard à ses créiteurs.











**Regroupement des cuisines collectives du Québec**

1605, rue De Champlain

Montréal (Québec) H2L 2S5

Téléphone: 514 529.3448 Télécopieur: 514 529.1359

Courriel: [info@rccq.org](mailto:info@rccq.org) Site internet: [www.rccq.org](http://www.rccq.org)